

ELLE COMBATE SYNDICALISTE

C.N.T.

ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SECTION FRANÇAISE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

A. I. T.

Rédaction et Administration : 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS — Téléphone 370 46-86.

La libéralisation se poursuit en Espagne avec le gouvernement Suarez :

- Un tué au cours d'une des dernières manifestations.
- Carballo et bon nombre de prisonniers toujours en prison.

Depuis que Juan Carlos le libéral (sic) a pris le pouvoir 20 personnes au moins ont été assassinées par les forces du désordre.

Différents aspects des préjugés

Les différentes définitions du mot **Préjugé** nous laissent l'embarras du choix sur l'acception que nous devons adopter pour une application convenable à notre étude.

Nous écarterons donc la définition initiale qui en fait un terme de jurisprudence se rapportant à tout document, note ou observation devant servir de base à l'établissement d'un jugement. Ce n'est pas davantage dans le sens d'une erreur, dont on en fait parfois un synonyme, que nous l'entendrons; car si réfléchir est une bonne précaution contre l'erreur, la réflexion ne confère pas la certitude de ne jamais se tromper.

Pour nous, le préjugé sera donc la prévention publique, l'opinion préconçue ou sans jugement que l'on observe dans les différentes manifestations du comportement humain, quel que soit le plan sur lequel on se place. Nous ne voyons pas dans le préjugé une simple opinion personnelle, admise sans examen, mais une manière de penser collective, imposée par la tradition et que les casuistes essaient de justifier par de fallacieux raisonnements. Les croyances ayant pour but de détruire l'esprit critique pour s'appuyer sur des articles de foi, sont des préjugés.

Religion. — Dans le cadre de la religion, nous observerons d'abord l'étroit rapport qui existe entre celle-ci et les superstitions qu'elle entretient, bien qu'elle s'en défende avec vigueur. Montesquieu nous dit que « des préjugés de la superstition sont toujours supérieurs aux autres ». C'est la raison qui nous fait donner le premier rang à cette importante question à laquelle se rat-

tacheront d'ailleurs, de près ou de loin, les autres problèmes.

Nous avons pu apprendre par Marx que la « religion est l'opium du peuple » mais bien avant lui, Bacon nous avait déjà édifié sur le sujet en nous disant :

« Les préjugés sont autant de spectres et de fantômes qu'un mauvais génie envoya sur la terre pour tourmenter les hommes. C'est une espèce de contagion qui, comme les maladies épidémiques, s'attaque surtout aux peuples, aux femmes, aux enfants et aux vieillards et qui ne cède qu'à la force de l'âge et de la raison. »

Avec la multitude de préjugés qui ont acquis droit de cité, on peut se demander s'il convient de travailler à détruire ce qui prend le caractère d'un véritable fléau, aussi bien que se poser la question de savoir si on leur doit le respect qui aide à leur conservation. Mais nous savons que tout ce qui n'est pas le fruit d'expériences biologiques soignées, d'un système de faits longuement étudiés, en dehors des formes cristallisantes de la tradition; en un mot tout ce qui nous est imposé, comme ne se discutant pas, est un préjugé.

Arrêtons-nous un instant pour observer que dans son « **Système de la Nature** » à la page 329 du Tome II, le baron d'Holbach s'exprime en ces termes :

« Alors celui qui attaque les préjugés reçus, qui démasque l'idole qu'on encense est aussitôt un athée. A ce mot le superstitieux frissonne, le déiste s'alarme, le prêtre entre en fureur, la tyrannie prépare ses bû-

chers et le vulgaire applaudit au supplice. »

Nous voyons donc la confirmation de ce que nous avançons plus haut; parmi les préjugés les plus tenaces, et pour la religion en particulier, ce sont les superstitions qui apportent la part la plus importante. Bien que la religion repose essentiellement sur la foi et plus particulièrement sur le **Credo quia absurdum, qui ineptum** des religions révélées, nous ne pouvons nous empêcher de constater que la religion elle-même se trouve être la négation du naturel puisqu'elle ne nous offre que le mystère comme moyen de preuve. Pour le seul christianisme, si contestable par de nombreux côtés, nous ferons remarquer que, figurant parmi les plus importantes religions, elle constitue à elle seule un véritable Arlequin composé des croyances passées. N'est-ce pas pour avoir abandonné la religion de leurs pères que les premiers catéchumènes purent instaurer ce christianisme ? Est-ce que la religion de leur ascendance était sans valeur ? La nouvelle reflétait-elle la perfection ? Il faut croire que les réponses sont loin d'être affirmatives.

En effet, ne vit-on pas, la raison aidant, bon nombre d'incrédules et de philosophes s'élever contre des conceptions reconnues fausses et que les thuréféraires des dogmes nouveaux eussent volontiers destinés au bûcher. Toutefois, on ne saurait reprocher à l'opposition rationnelle d'avoir organisé la Saint-Barthélemy, instauré l'Inquisition et prêché les Croisades.

Les vérités éternelles de la puérile métaphysique ont trop longtemps

gâté nos esprits demeurés sous l'empire de l'incontrôlable et de l'inobservable. L'admission du principe religieux n'est possible que chez les individus en qui on a annihilé l'esprit critique et le bon sens; par ce moyen on aboutit à ce préjugé collectif de la foi qui ne raisonne pas et on enregistre la déformation permanente des jeunes cerveaux soumis prématurément à ces préjugés.

En nous parlant de la superstition, comparant la Science et la Religion, Voltaire nous dit qu'il y a aussi loin entre ces deux termes, qu'entre l'astrologie et l'astronomie; la première étant la fille très folle d'une mère très sage.

Dans la lutte contre quantité de superstitions qui affectent divers domaines : nationalisme, morale, religion ou sexualité, il est indispensable de soumettre à la méditation les méfaits des préjugés. En exerçant sans obstacle le monopole du développement de l'intelligence, la Société s'arroge le droit de perpétuer les préjugés utiles au maintien de l'ordre établi.

Il est toutefois des moyens de surveiller l'activité des intelligences qui échappent aux autorités et qui permettent d'envisager une lutte ouverte contre les préjugés. Un devoir s'impose alors aux bonnes volontés qui doivent conjuguer tous leurs efforts pour leur substituer la vérité. C'est avec méthode qu'il faut dissiper les ténèbres obscurcissant la raison afin que l'arbre des préjugés soit élagué branche par branche.

André MAILLE

(A suivre)

ANTENA

— Según informaciones recibidas de Euzkadi, la Huelga General anunciada para el día 27 de septiembre, día aniversario del fusilamiento de tres miembros del FRAP y dos de ETA ha sido generalmente muy imprecionante. Ha marcado muy unánimemente la voluntad del pueblo de terminar de una vez con las tergiversaciones que permiten mantener un régimen odiado por la inmensa mayoría.

— Con fecha de 24 de septiembre la IV Región Militar ha denegado la petición de amnistía a José Luis Pons Llobet, en relación con las dos condenas impuestas en sendos consejos de guerra celebrados en Barcelona en enero y julio de 1974. Su abogado impondrá recurso contra esta denegación dentro del plazo de 15 días hábiles subsiguientes, según información facilitada por fuentes familiares.

Pons Llobet se halla en huelga de hambre junto con otros seis presos políticos en el penal de Cartagena. Esta huelga de hambre es en señal de protesta por la insuficiencia de la amnistía, condiciones de vida en las cárceles y con ocasión del aniversario de los fusilamientos de hace un año.

— El capitán general de la VI Región Militar ha denegado recientemente los beneficios de amnistía del Real Decreto, Ley de 30 de julio pasado, a 43 procesados implicados en la fuga ocurrida el pasado 5 de abril en la cárcel de Segovia, y posterior enfrentamiento de éstos con la fuerza pública en tierras de Navarra.

Tal denegación de la autoridad ha sido pretextada sin perjuicio de que, una vez recaída la correspondiente sentencia y concretada la responsabilidad de cada uno de los procesados, aquélla pudiere volver a aplicarse en algún aspecto la aplicación de la amnistía.

— Manuel Gaztelumendi Zabaleta, preso político que cumplía condena de doce años y un día por terrorismo, activista de ETA, ha sido beneficiado por la amnistía, pero todavía permanece internado en la prisión de Cáceres. Este preso está pendiente de una resolución por su participación en la fuga de la cárcel de Segovia.

Manuel Gaztelumendi comunicó la semana pasada a su familia que se le había aplicado la amnistía por los delitos aplicados, aunque le resta el juicio por la dicha fuga.

Gaztelumendi, guipuzcoano con residencia en Elizondo (Navarra), fue detenido hace cuatro años y condenado a la pena citada por terrorismo, tenencia de armas y explosivos. Ha cumplido condena en varias cárceles y, tras la fuga de Segovia, pasó por las prisiones de Pamplona, Carabanchel y Cáceres, donde sigue en este momento.

— Desde hace varios días, doce miembros de ETA que cumplen condena en el penal de Burgos están realizando una huelga de hambre, como señal de protesta por irregularidades en el trato por parte de algunos funcionarios. Previamente, unos días antes, uno de los reclusos, Mujica Arregui, la había iniciado ya.

En relación con este hecho, algunos familiares de varios condenados han convocado una conferencia de prensa en Madrid, para informar de los hechos y notificar la denuncia presentada ante el Juzgado de Guardia contra el director del penal y algunos de los funcionarios.

Asimismo, parece ser que en otros penales ha sido imitada la actitud de estos etarras, quizá como fórmula, también para llamar la atención popular sobre la «jornada pro amnistía total» del día 27.

— Sabadell. Tras el cierre provisional de 120 empresas — con unas plantillas de 8.000 trabajadores — y la solicitud del trámite oportuno en otras 60, la huelga de los trabajadores del metal de Sabadell y su comarca se endureció, alcanzando a

un total de 14.000 trabajadores, ya que se fueron uniendo a la huelga varias empresas de la comarca y pequeños talleres de la ciudad que estaban trabajando.

Al hallar las puertas cerradas en numerosas fábricas y talleres, los obreros celebraron breves asambleas frente a los centros de trabajo, para pasarse después en grupos numerosos por toda la ciudad. Varias columnas de trabajadores, de distintas empresas, en actitud pacífica y silenciosa, marcharon hacia la iglesia del Sagrado Corazón de Can Oriach en donde se celebraron dos asambleas informativas, dándose cuenta entre otras informaciones del valor de lo recaudado en la caja de resistencia de la huelga y que alcanzará ya las 500.000 pesetas.

Se celebró una asamblea de enlaces sindicales, en donde la mayoría de las intervenciones giraron en torno a los cierres de las empresas, interpretando los trabajadores esta postura como de fuerza por parte de la patronal. En la asamblea se acordó continuar en la actitud de huelga indefinida, manteniendo los doce puntos reivindicativos del convenio, ocho de los cuales, habían sido ya asumidos por la Patronal, en espera de la nueva negociación.

— Sardañola. Cerraron sus puertas la mayoría de empresas relacionadas con el metal. Concretamente lo hicieron la totalidad con excepción de «Meler» y alguna pequeña industria.

Doscientos trabajadores del ramo metalúrgico se congregaron en la plaza del Ayuntamiento para entrar posteriormente en la iglesia de San Martín donde desarrollaron una asamblea. Veinte minutos más tarde salieron del templo y se dispersaron sin incidentes por lo que la fuerza pública, que mantenía una discreta vigilancia, no intervino en momento alguno.

— La huelga de Correos planteada inicialmente en Madrid se va extendiendo. También afecta a Bilbao, Sevilla, Zaragoza, Málaga, Santander, La Coruña, Valladolid, Murcia, Vitoria y Barcelona, donde 2.200 carteros de la central y de diferentes distritos postales mantuvieron un paro en solidaridad con sus compañeros madrileños, tras ser éste acordado en una asamblea.

— Descienden los ingresos por remesas de los emigrantes. El total acumulado para el periodo enero-mayo de 1976 de ingresos procedentes de remesas de emigrantes se eleva a 241'62 millones de dólares. Frente a los 272'25 millones de dólares en el mismo periodo de 1975, supone un descenso del 11'3 por ciento, según informa el Instituto Español de Emigración.

En el mes de mayo, los ingresos en balanza de pagos por ese concepto se elevaron a 47 millones de dólares, que significaron una baja del 18'2 por ciento respecto a mayo de 1975. Sobre este resultado han incidido los fuertes decrecimientos de los envíos procedentes de Francia y Suiza, que registran cifras inferiores en más de un 40 por ciento. El resto de países, excepto el Reino Unido, ha presentado alzas con relación a 1975.

El volumen de transferencias de capital de emigrantes se elevó en los cinco primeros meses del año, a 149'42 millones de dólares, que equivale a un retroceso del 3'9 por ciento respecto a igual plazo de 1975. Dentro de los valores más significativos, tan sólo Suiza y los Estados Unidos han registrado envíos superiores a los del año anterior.

Con relación a la cuenta de ahorro del emigrante, se mantiene la tendencia creciente en estas cuentas es-

peciales, cuyo total general se situaba a finales de mayo pasado en 327.479 cuentas, es decir, 88.231 más que en mayo de 1975, con un saldo global de 61.886'5 millones de pesetas, del que un 38'1 por ciento correspondía a las Cajas de Ahorro Confederadas.

— Salió de la cárcel Modelo de Barcelona Vicente Iglesias Romero, miembro de la C.N.T. Iglesias era secretario de propaganda del Comité Regional de Cataluña. Al detenerle le confiscaron el aparato de propaganda y le condenaron a tres años de reclusión. Posteriormente le ocuparon tres metralletas, por lo que fue condenado a siete años.

Llevaba en la cárcel un año y quince días, y había planteado recurso ante el Tribunal Supremo, motivo por el cual se encontraba en la Modelo que, como se sabe, es centro de detención, pero no de reclusión. Iglesias ha manifestado, a su salida de la cárcel, que es preciso llegar a una amnistía sin exclusiones, recordando que en la Modelo quedan, en este momento, tres compañeros suyos de la C.N.T., tres de F.R.A.P., tres de E.T.A., uno de Acción Comunista y otro sin filiación política.

— Continuar la lucha armada y promover y encabezar un partido revolucionario de la clase obrera en el País Vasco son las dos resoluciones más importantes acordadas por la VII Asamblea de la organización separatista marxista ETA.

Esta declaración fue hecha en una rueda de prensa celebrada en San Juan de Luz ante una veintena de periodistas españoles, franceses, alemanes, ingleses y americanos por tres miembros de la organización, dos hombres y una mujer con la cabeza cubierta por una capucha negra.

En el curso de la conferencia de prensa, ETA se definió como una organización independentista, al servicio de la clase obrera que propugna una estrategia de poder popular.

Según los encapuchados, la VII asamblea ha decidido:

— La creación de un partido revolucionario, cuya principal misión será el adoctrinamiento de sus miembros.

— La unificación de las ramas ETA-militar y ETA-político-militar que continuarán la lucha armada.

La misión principal de la ETA, según declararon, es la consecución del triunfo de la revolución en el País Vasco y del poder popular.

Los periodistas asistentes al acto fueron trasladados con los ojos tapados con gafas negras desde el punto de reunión hasta el lugar donde se celebró la rueda de prensa.

— El tema dominante de la reunión de la comisión permanente del Ayuntamiento de Sabadell ha sido el de los acontecimientos ciudadanos, las manifestaciones del vecindario en petición de escuelas y maestros y la huelga del sector metalúrgico.

El alcalde accidental hizo un llamamiento al orden y a la concordia, lamentando los incidentes producidos por la actuación de la fuerza pública el pasado día 15, cuyo saldo fue de cuatro heridos leves, informando a sus compañeros de consistorio cómo a petición del propio alcalde, en los días sucesivos se hizo retirar a las brigadas especiales antidisturbios al extrarradio de la ciudad, en evitación de posibles enfrentamientos en el centro urbano.

En cuanto a la falta de casi un centenar de maestros, el alcalde y los concejales opinaron que se trata de un fallo técnico del Ministerio de Educación y Ciencia, «fallo extraordinario que sólo censuras merece por

parte de este consistorio», según se cita textualmente en la referencia de prensa facilitada al término de la permanente municipal. Subrayándose la poca atención que la Administración central y provincial de Barcelona prestan a la provisión de puestos vacantes de maestros.

— El primer mitin socialista en Gerona, convocado bajo el lema «Guanyem la Llibertat», por el Partido Socialista de Cataluña (Congrés Constituent), dicen que reunió a más de 5.000 personas de las comarcas gerundenses en el Pabellón Municipal de Deportes de esta ciudad. ¿Qué es provisional, la ilegalidad o la legalidad?

— Bajo el signo de la «unidad», otra que tal: «Alianza Sindical Obrera» (ASO), ha manifestado su opinión sobre diversos aspectos de la reforma sindical, tras su entrevista con el ministro de Relaciones Sindicales, en un comunicado que dice:

1. La reforma ha de ser protagonizada exclusiva y directamente por todos los trabajadores a través de un referéndum, siendo urgente oír su auténtica voz.

2. Para «ASO», la unidad, decidida libre y democráticamente por todos los trabajadores, no es ni «un anhelo», ni «un deseo sincero», ni «una aspiración futura», sino que, por ser una necesidad vital del mundo del trabajo, es imprescindible promover ya una estructura unitaria de gestión, negociación y participación, cuyos componentes sean elegidos por todos los trabajadores, estén o no afiliados a las distintas centrales sindicales, para permitir la participación de los trabajadores independientes en la acción sindical.

3. La libertad de asociación en el ámbito sindical ha de ser reconocida.

4. Sobre el patrimonio sindical hemos de pronunciarnos todos los trabajadores en activo, al igual que las clases pasivas. El reparto del patrimonio de todos a unas u otras centrales es una auténtica estafa.

5. El futuro de los funcionarios sindicales no es negociable y, por encima de todo, los intereses han de ser respetados.

6. El mundo del trabajo ha conquistado ya todas las libertades y al Gobierno tan sólo le queda legalizarlas y proteger el ejercicio de los derechos humanos.

Por su parte, el ministro, en una entrevista celebrada, no rechazó la posibilidad de una consulta nacional; manifestó la urgencia del reconocimiento de la libertad de asociación y su empeño en conseguirlo inmediatamente e insistió sobre las garantías ofrecidas a los funcionarios sindicales.

Se aceptó, por ambas partes, la posibilidad de continuar próximamente estos contactos.

¿Cómo no?

— «No a un Sindicato de Inspiración cristiana» es el título del editorial del último boletín de la Hermandad Obrera de Acción Católica (HOAC). Ciertos signos, dice, indican que ha surgido una corriente favorable a la formación de una agrupación sindical de inspiración cristiana y exenta de todo matiz más o menos marxista. (Sigue pág. 5)

" IDEARIO "

de R. MELLA

Precio: 20,00 F.

" SEMBRANDO FLORES "

de F. URALES

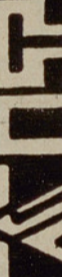
Precio: 10,00 F.

" COSTA AMUNT "

de J. FERRER

Preu: 20,00 F.

SOLIDARIDAD OBRERA

Portavoz de la Confederación  Nacional del Trabajo de España

INFORMACIONES

Desde El Ampurdán

Pleno Comarcal de la C. N. T. en el Alt Empordà

El 9 de septiembre se celebró un Pleno de Federaciones Locales CNT-AIT del Alt Empordà, con cordialidad y debates interesantes entre los delegados. Se conjugó en un fin común la pluralidad de criterios que convergen en unos mismos principios, tácticas y finalidades. Se acordó proseguir las tareas de coordinación comarcal y de extensión propagandista libertaria por estas tierras, en este sentido el órgano comarcal de C.N.T. y portavoz anti-autoritario «Vibracions» jugará un papel de primer lugar. Se nombró una nueva Comisión de Relaciones de la Federación Comarcal del Trabajo CNT-AIT del Alt Empordà, como eje representativo del conjunto de Locales y Sindicatos. Se ha reafirmado la autonomía de cada Federación Local y Sindicato, entendiéndose la necesidad de una estructura federalista propia en el marco de la comarca para facilitarse las tareas de consolidación y extensión de la C.N.T. en el Alt Empordà.

Tanto la prensa provincial («Los Sitios de Gerona»...) como de Cataluña («Avui», etc...) se han hecho eco del citado Pleno Comarcal, destacando el acontecimiento libertario quizá por la falta de organismos sindicales en estos contornos, pues con la excepción de Figueras las CC. OO. son inexistentes. UGT, USO y SOC son organizaciones desconocidas en la comarca. Únicamente está implantada la «Unió de Pagesos», sindical de pequeña y media propiedad agraria además de algunos jornaleros del campo, que viene a ser una versión «modernizada» de la «Unió de Rebaissaires» de la Segunda República. La actual U. de P. presenta un programa y propuesta de explotación de la tierra por quién la trabaja dentro de una estrategia de «Reforma Agraria» de Cataluña. También se opone a los impuestos abusivos del Estado y reivindica una amplia autonomía política para Cataluña. Frente a este panorama de desierto social la C.N.T. en la comarca representa un peso revolucionario y de militancia trabajadora bastante considerable, viniendo a jugar en los próximos meses un papel hegemónico y decisivo por aglutinar comarcal y localmente a los Sindicatos de Acción Directa y Anti-parlamentarista por la consecución del Comunismo Libertario.

En su edición del 19 de septiembre, el diario «bunkeriano» provincial, «Los Sitios de Gerona», se ve obligado en titulares a informar del Pleno de la C.N.T. del Alt Empordà. También el diario catalán «Avui» trae la noticia:

«Se ha celebrado, según informa el corresponsal de Figueras, la primera reunión plenaria de las Federaciones Locales de la C.N.T. del Alt Empordà. Se acordó hacer un llamamiento y las gestiones oportunas a fin de que ningún grupo quede desconectado en esta comarca. También se establecerán contactos con las Federaciones vecinas. Los militantes de la C.N.T. de poblaciones con pocos afiliados se integrarán a la Federación Local más próxima. Por último, se denuncian las maniobras que efectúan diversos partidos políticos de derecha y social-demócratas, con el

fin de sembrar el desconcierto en el seno de los Sindicatos y enfrentarlos entre sí...» (De «Avui» 18-9-76).

Otra noticia interesante es la protesta de grupos de payeses de las comarcas gerundenses en contra de las absurdas y falsas informaciones que la burguesía y las autoridades están difundiendo en el sentido de que el Ter estaba contaminado no por industrias sino por «una dosis letal de herbicidas» de la agricultura, cuando está más que comprobado que la fábrica Torras y otras de las empresas de la zona industrial de Gerona son las verdaderas causantes de la importante contaminación de las aguas del río Ter.

En los pueblos de esta comarca fue conmemorado en distintas formas el 11 de Septiembre, pero lo que podía haber sido una «Diada» de rebeldía colectiva contra el centralismo borbónico y oligárquico dentro de una afirmación del federalismo colectivista y libertario constituyó en realidad una fiesta folklórica más, muy cargada de colorido interclasista y patriótico. No obstante, sectores proletarios y militantes libertarios intervinieron críticamente en algunos aspectos de la jornada autonomista creándose ciertas muestras de disconformidad revolucionaria que se enmarcaban dentro de las acciones y manifestaciones de calle hacia una estrategia comunista libertaria. El problema catalán se conduce con estas intervenciones hacia la lucha social de los trabajadores, rompiendo con el marco de la burguesía nacionalista y de todas las manifestaciones de la política reformista que se baña de las cuatro barras catalanistas.

Otro hecho, en el ámbito cultural, ha sido el festival de cantantes del Alt Empordà y del Baix Empordà, bajo el lema «L'Empordà canta». En cierto modo, es el primer acto cultural y popular que a pesar de estar teñido con el barniz «catalanista» ha desvelado una cierta conciencia de ser un Cantón, de que el pueblo ampurdanés no debe aceptar centralismos de ningún Estado sino que debe conquistar su autonomía dentro de una sociedad sin clases. En este sentido actos como el del 18 de septiembre en Vilademar merecen toda

la simpatía de quienes luchamos por la autonomía libertaria en todos los aspectos de la vida y la sociedad.

Por su parte, el Sindicato Unico de Oficios Varios C.N.T. de L'Escala ha protestado al igual que un núcleo de vecinos inquietos por la defensa del patrimonio histórico y arqueológico ante la amenaza que se cierne, por parte de intereses particulares, contra una muralla ibero-romana y otros vestigios del siglo III antes de nuestra era en el paraje del Riells (L'Escala), en el montículo de estimable valor arqueológico del Corral d'en Pi. Este nuevo conflicto urbano — ahora contra la construcción de un «chalet» turístico en el lugar de la muralla citada con la indiferencia cómplice de las autoridades competentes — se viene a añadir a toda una serie que se vienen sucediendo en dicha villa costera.

Cadaqués vuelve a ser noticia. Ahora en el ámbito ecológico y urbanístico ante una serie de atentados de las autoridades locales a la zona marítima de su casco urbano.

También es noticia Vilabertrán, tocando a Figueras. El vecindario quiere recuperar la zona de la basílica románica de Vilabertrán, actualmente en peligro de destrucción por manos privadas. Es una rica muestra arquitectónica e histórica del Alt Empordà.

La Federación Anarquista Indiketa — Comarcal del Alt Empordà de la Federación Anarquista Ibérica — está efectuando, por su parte, una campaña contra el raposa de Dalí y ha llamado a realizar acciones para el 27 de septiembre en la comarca, como repudio a las criminales y cínicas palabras que pronunciara hace un año el «avida dólar» Salvador Dalí contra los cinco jóvenes fusilados por el franquismo. La F.A.I. exige ahora una amnistía total impuesta con la acción de las masas, sin exclusiones de «comunes».

En definitiva, a mi juicio, hay un ambiente de bakuni-zación en esta comarca. Recordemos el «slogan» ácrata de actualidad: «El marxismo es una enfermedad: Bakuni-zate».

Alt Empordà, septiembre 1976.

El Corresponsal.



EN SANS (Barcelona)

De nuestra prensa en España

GOBIERNO SUAREZ

LA JUGADA DEL REFORMISMO

Un gobierno no nace por casualidad, tiene un origen y cumple unas funciones. El Gobierno Suárez no es la excepción de la regla: tiene su origen en la crisis del régimen. Crisis caracterizada por la pérdida de la fracción hegemónica del bloque dominante — capitalismo financiero — de sus dos funciones esenciales: al contradecirse en su acción política

con los intereses del bloque dominante en su conjunto — la contradicción la produce el desarrollo económico que crea nuevas fracciones de clase (pro-europeas) y que demandan una participación política que el tipo de régimen y sus características impiden — y perder su representatividad ideológica de los intereses de la sociedad civil en su conjunto al deteriorarse sus sistemas de dominación ideológicos (esencialmente el educativo). Para salvar la crisis la fracción hegemónica necesita un reajuste en ambas funciones, que simplificando el problema sería cambiar el estado (capitalista). La democratización sería la solución al problema: propiciaría la participación de las fracciones pro-europeas y acallaría la demanda de libertades que la sociedad civil necesita. Para llegar a esta solución tiene antes que salvar tres problemas: integrar a la clase obrera en sus sistemas de dominación, eliminar la burocracia del antiguo régimen atrincherada en algunos aparatos del Estado que les fueron concedidos como prebenda a su participación en la guerra tanto física como aportadora de la ideología pseudosocial que legalizase ideológicamente al golpe fascista, y organizarse ellos mismos.

El primer problema lo solucionarían encontrando un o unos partidos políticos de la clase obrera — así como sindicatos — lo suficientemente re-

formistas que le garanticen una tregua social — paralizando o abortando las huelgas — que ayudara a la recuperación de la crisis económica. Candidatos no le faltan (PSP o PCE), pero necesita que en el pacto la correlación de fuerzas les sea favorable y la clase obrera mediatizada por estos partidos consiga las mínimas ventajas que puedan darle. Esto lo consigue introduciendo partidos representantes del capital en los organismos de oposición, que bajo la bandera de la democracia recorten en sus pactos interclasistas las reivindicaciones de los partidos supuestamente representantes de la clase obrera. Por otro lado chantajea a estos partidos en una no legalización al miedo a quedarse al margen (PCE), hace que se rebajen sistemáticamente los planteamientos de clase. El segundo y el tercer problemas son secundarios. Poco a poco va arrinconando a una burocracia que está imposibilitada para reproducirse. Para ello necesita tiempo al igual que para organizarse. De aquí surgiría un cuarto problema: el tiempo puede jugar en su contra, una reforma fuera de tiempo podría provocar una mayor degradación de sus sistemas de dominación que junto a una conflictividad creciente harían peligrar el mantenimiento del Estado (monarquía). La burocracia lo sabe y de ahí sus zancadillas a la jugada reformista.

A partir de ahí se entiende la función del gobierno Suárez: ganar tiempo para que terminen de organizarse los empresarios, potenciar los sindicatos reformistas que constituyen a la CNS, quemar a los sectores de la antigua burocracia — así como parte de la democracia cristiana no homologable (UDE) —, eliminar a los grupos de izquierda comunista o anarquistas, reprimir el movimiento conflictivo del próximo otoño y dejar que otro nuevo gobierno con una correlación de fuerzas favorable ante el movimiento obrero pacte esa tregua social, bajo la concesión graciable de una verdadera amnistía, legalización de partidos políticos y la apertura de un proceso constituyente que les ayude a salvar la crisis económica. Este nuevo gobierno estaría formado por prohombres de la derecha que participan en Coordinación Democrática (Gil Robles, Ruiz Giménez, Trevijano, Calvo Serer, etc.) o liberales del régimen anterior que no se quemaron en éste (Pío Cabanillas, Fraga, Arellano, etc.) o una

combinación de ambos. En suma sería anteponer un gobierno con la cara limpia a otro represivo que se ha quemado con los conflictos del otoño-invierno. Con la democratización del régimen conformados los representantes de las nuevas fracciones de clase en el bloque dominante por su participación política, integrado el movimiento obrero en la reglamentación legalista de los nuevos aparatos de Estado, ideológicos, y por los partidos políticos y sindicatos reformistas; y barrida la burocracia del antiguo régimen en el período constituyente, el bloque dominante y en concreto su fracción hegemónica, habrán salvado la crisis política y con ella enderezado la recuperación de la crisis económica.

Desgraciadamente a la clase obrera a pesar de conseguir unas ventajas que de por sí en sus luchas ya imponía, le quedará un sabor amargo con esa democratización que más que panacea nos resulta el mismo perro con distinto collar. Y un factor determinante va a influir en ello: el no haberse dotado el Movimiento Obrero de una organización autónoma de clase que hubiera impuesto sus bazas a la fracción reformista (PCE), y no al revés como está sucediendo, y emplearse a fondo en sus alternativas contra el régimen.

Dejando un importante elemento como ha sido la represión franquista que ha cortado toda posibilidad de organización, eliminando a nuestros mejores compañeros, otro factor — no menos determinante por ello — ha caracterizado que los procesos de verdadera lucha proletaria contra el régimen, habidos a partir del año 1962, no hayan cristalizado esa organización de clase y esa ha sido la hábil jugada del reformismo infiltrado en la clase obrera a través del sector que encabeza el PCE, con su táctica de romper y quemar momentos y situaciones conflictivas — un claro ejemplo lo tenemos en el denodado interés por las grandes empresas del metal empujadas aisladamente a la lucha o como el reciente caso de hacer que no coincidieran las luchas del metal y construcción — o provocar otras en las que el prestigio político juega mucho.

No obstante de esta arma que es la organización de clase cara a la etapa conflictiva que se presenta, frente a un gobierno ya preparado y unas organizaciones obreras ambiguas y con claras pretensiones políticas que les llevan a tomar unas posturas pactistas para no asustar a los sectores capitalistas más liberales; las mismas luchas del otro invierno pueden significar un paso adelante cara a nuestros intereses y justas aspiraciones.

El análisis de lo que ha sido el movimiento obrero a lo largo de los últimos quince años, en unos momentos — si no decisivos, si importantes para el futuro de la clase obrera y aprovechando el marco liberalizado que la burguesía nos ofrece, nuestro objetivo — y ahí juega fuerte la acción revolucionaria de la CNT — ha de ir por ese camino, y ha de ser posible.

Unidos venceremos y organizados arrollaremos al reformismo pequeño-burgués y al capitalismo.

(AL. y L., en «Solidaridad Obrera», n° 3 — Agosto 1976.)

SOLIDARIDAD OBRERA

Editorial del n° 3 - Agosto 1976

Como trabajadores no podemos sino más que sentir indignación y mostrar nuestra más enérgica repulsa y condena por el vil atropello cometido contra el derecho a la vida humana que ha acabado con la del joven Francisco Javier Verdejo Lucas en Almería; este suceso es un claro exponente de la política represiva y de la dureza con la que se están empleando últimamente las fuerzas de orden público. Ahí está la larga secuela que pasando por Vitoria, Elda, Euzkadi, Tarragona, Montejurra, Santurce, Oviedo, etc..., así como la dureza policial contra la huelga de Motor Ibérica, llega a la tragedia de Almería.

Todos estos hechos no hacen más que poner en contradicción los cacareados propósitos gubernamentales con respecto a temas profusamente reivindicados por los trabajadores como son la AMNISTIA, la LIBERTAD y la DEMOCRACIA.

Francisco Javier, como multitud de ciudadanos y trabajadores españoles exigía — al ser muerto por un disparo de la Guardia Civil — una amnistía total que el gobierno se niega a conceder.

No basta con un indulto inicial, ampliado con la última disposición del Rey. TODOS los que por la libertad han luchado contra el franquismo, sin discriminación de métodos de lucha, han de salir de las cárceles; y todos los exiliados han de poder regresar a este castigado país.

Todos, desde el primero hasta el último preso por motivos político-sociales (laborales) han de ser partícipes de la deseada amnistía.

Porque ¿de qué vale hablar de reconciliación nacional? ¿de qué sirve discriminar «delitos de sangre»?; si son sólo los de un bando los sometidos a tal consideración, mientras los verdugos y las bandas asesinas de la extrema derecha — algunos de ellos en los cuerpos de orden público — siguen con sus conocidas actuaciones. Y si no ahí está el caso del almeriense Francisco Javier.

Sólo algunos oportunistas de la política han aplaudido y aceptado la concesión de esta discriminada amnistía. Naturalmente que nos alegramos por los que se han beneficiado de ella, pero pensamos en los muchos que todavía están dentro, a los que sólo nuestra decidida lucha podrá sacar, y también en la situación de muchos otros que con el calificativo de «presos comunes» — sin serlo — son olvidados y sus peticiones desoídas.

EXIGIMOS responsabilidades a los causantes de toda esta serie de atropellos sangrientos y que han culminado con la muerte del joven estudiante andaluz.

¡NO! Así no vamos por buen camino.

Finalizó el 26-9-76 el Pleno Nacional de Regionales de la CNT. Se han tomado importantes resoluciones y nombrado Comité Nacional.

(Por vía orgánica se facilitará amplia información.)



EN BADALONA



Ahora que el capitalismo se digna, por medio de la monarquía, a conceder una relativa amnistía y los ministros y demás politiqueros hablan insistentemente del camino hacia la libertad y la democracia, convendría hacer algunas consideraciones sobre las actuaciones represivas tras la muerte del «gran dictador».

Los tristes y dolorosos sucesos acaecidos en lo que va de año, nada tienen que envidiar a la acción opresora de la dictadura franquista. La monarquía y el reformismo franquista se han cobrado en pocos meses, tantas o más vidas obreras que la dictadura en sus últimos tiempos. La propia actuación del aparato policiaco nos demuestra que la violencia del poder capitalista es cada día más rabiosa. Nos lo han puesto de manifiesto Elda, Barcelona, Sabadell, Vitoria, Baracaldo y más re-

cientemente Santurce, Rentería, Madrid y Oviedo.

En Santurce, cuando una numerosa manifestación recorría la ciudad pidiendo amnistía, una nueva víctima se cobraban esos asesinos vestidos de uniforme y una mujer obrera, madre de familia, Begoña Menchaca, cae vilmente asesinada de un tiro en la cabeza. ¿Dónde están los responsables? Posiblemente en el mismo cuartel de la Guardia Civil del pueblo.

En Rentería, en una concentración para pedir la libertad de un vecino, la G. C. responde a la petición atropellando con sus jeeps a los manifestantes; los había de todas las edades y fueron numerosos los heridos. Además, como prueba de la negación de libertad al individuo, no se permite ni la dimisión presentada por el consistorio municipal a consecuencia de negarse la G. C. a no intervenir contra una concentración de los vecinos de Rentería por un problema local.

En Oviedo una pareja de la «gristapo» (G. C.) dispara por detrás a un trabajador, militante de la UGT, mientras estaba ejercitando el derecho de libre expresión, causándole una grave herida en la cabeza.

En Madrid la policía ataca a tiros una manifestación de varios cientos de obreros que protestaban por el despido de compañeros. Varios trabajadores resultaron heridos de ba-

la, entre ellos Alfonso Aljafar gravemente.

Frente a estos atropellos, ¿qué hace la «oposición democrática»? Lo mismo que la directiva de la UGT en el caso de su militante herido en Oviedo: enviar notas de protesta. O sea, que los trabajadores arriesgamos el pellejo, nos exponemos (la manifestación de Madrid había sido convocada por la Coordinación Democrática), para que los políticos vayan hablando por ahí, sin importarnos más que una cosa: llegar a ser nombrados alguna vez ministros, alcaldes, gobernadores o parlamentarios. Y si alguno de nosotros cae, los hechos lo demuestran que de toda la sangre caída, ni una gota les pertenece a esos politicólogos de la oposición.

Si a García Trevijano le detienen por unas semanas, el mundo político se estremece. Pero si Alfonso Alja-

far queda ciego (cabía la posibilidad) sólo una nota de protesta lo recordará.

¿Por qué intereses hemos de combatir? ¿Por los nuestros que son los de la clase obrera? ¿O por los de ellos? — llámense Fraga, Carrillo o Felipe González. Nuestros objetivos son muy otros de los perseguidos por los profesionales del poder. **Nosotros queremos y luchamos por nuestra emancipación y la de nuestra clase.** Ellos luchan por alcanzar el poder, parlamentar con el rey o con la condesa de Fenosa o con Juan March o la oligarquía financiera.

Si ayer era Franco quien nos esclavizaba, hoy ha sido Fraga y la monarquía, y mañana será la Coordinadora democrática la que repetirá las escenas de Oviedo, Madrid... La historia y los hechos nos lo dicen.

(De «Solidaridad Obrera» n.º 3.)

PALABRAS EN LIBERTAD

El Dr. NAVA

La «Antología de los poetas bisiestos contemporáneos brasileños», que Manuel Bandeira publicó en 1946 bajo el sello editorial de «Zello Valverde» en Río de Janeiro, jamás fue reeditada, y sigue siendo una de las preciosas fuentes informativas para la vida literaria de las últimas décadas en el Brasil.

Poetas «bisiestos» como Peregrino Junior, Rubén Braga, Odilo Costa, filho, Francisco de Assis Barbosa, Pedro Dantas y muchos otros presentes en aquellas páginas, que constituyen verdadera «mina», son, hoy día, mucho más que poetas ocasionales (pues es este el sentido que Bandeira dio a la noción del calendario, aplicada a la poesía): figuras representativas en la vida literaria y cultural del Brasil.

Entre ellos, se destaca de manera especial la figura del poeta Pedro Nava, autor — en la Antología — del poema «El Difunto», que es, indudablemente, una pieza básica de la poesía «modernista» del Brasil; su autor, médico especializado en reumatología, es internacionalmente conocido en los medios científicos, pero en la literatura continental su nombre no consiguió «penetrar», a pesar de la importancia de sus poemas.

Hasta la fecha, nadie consiguió «convencer» al Dr. Nava que reúna en un libro los poemas dispersos e inéditos, pero el autor del «Difunto» vino con una sorpresa mucho más grande — naturalmente para aquellos quienes no conocían su talento y

su sensibilidad poética y humana. Al pasar los setenta años, publicó en la «Editorial José Olympo» dos libros, **Baúl de Huesos** y **Balón Cautivo**, que son el comienzo de sus memorias y constituyen una contribución inestimable para la cultura del Brasil en el conjunto latinoamericano. De un golpe, el poeta «bisiesto» se coloca al lado de Euclides da Cunha y Guimarães Rosa, es decir de autores «regionales» quienes hicieron de su obra valores nacionales y continentales.

«Mineiro» de nacimiento (es decir del Estado de Minas Geraes), el Dr. Nava presenta en las casi mil páginas de los dos tomos, un panorama no sólo de una familia — sino de una sociedad, a través de sus costumbres, comidas, juegos, estudios, fiestas, entierros, profesiones, amores, celos y colores.

Se trata de un panorama escrito con mano de maestro, el mismo maestro que en la Antología de Manuel Bandeira brillaba en sus poemas «bisiestos».

Minas Geraes ya había entrado en la literatura americana a través de Guimarães Rosa, Drummond de Andrade, Abguar Renault, Afonso Arinos, Emilio Moura, Murilo Rubião, Bueno de Rivera y de tantos otros — y he aquí que el fabuloso Dr. Nava llega con los dos tomos de sus recuerdos, para colocarse, de golpe, en la primera fila de una gloriosa columna.

Stefan BACIU

REFLEXION

Desde el 29 de febrero, hará ahora seis meses, que se celebró la Asamblea Confederal de Cataluña, ha sido considerable el número de nuevos militantes que han engrosado las filas de la C.N.T., presentándose perspectivas prometedoras para un futuro próximo para que la Confederación vuelva a tener un peso específico tanto en Cataluña como en otras zonas del Estado español.

Sin embargo, es necesario que los cenetistas nos planteemos ahora más que nunca un trabajo serio, responsable y consecuente con la realidad que nos rodea para ganar y consolidar nuestra credibilidad como sindicato revolucionario defensor genuino de los intereses de la clase obrera.

Pero para llegar a eso hemos de dejar de lado toda acción unilateral que haga caso omiso a los acuerdos tomados orgánicamente como también a los aventurismos infantistas que, en definitiva, nos llevan a hacer el

«caldo gordo» tanto al capitalismo opresor como a aquellos que han venido extendiendo precipitadamente certificados de defunción sobre la C.N.T. aunque han incorporado en su marketing o reclamo cara a la clase obrera la mayor parte de los postulados que le son propios al anarcosindicalismo.

En la hora presente debemos esforzarnos ante todo en hacer Organización; que nuestra voz llegue a todos los rincones del país y que se nos reconozca por nuestros planteamientos coherentes y responsables, salvaguardando y defendiendo el buen nombre de la Confederación Nacional del Trabajo que hoy por hoy y mientras no se nos demuestre lo contrario es la única organización auténticamente de clase, autónoma e independiente del Estado, de los Patronos y de los Partidos políticos.

(De «Solidaridad Obrera», n.º 3.)

MAS ANTENA

(Viene de la página 2)

Informa la misma nota, que la posición de la HOAC está muy alejada de esta concepción, y añade: «Siempre hemos creído en la necesidad de unión de la clase obrera, sobre todo en el terreno sindical. Será quizá tolerable la adscripción de los trabajadores a distintos partidos políticos, según las convicciones de cada cual, pero la fragmentación sindical equivale a un suicidio que la clase obrera no puede aceptar. Si la situación presente de desunión sindical obrera es ya inquietante, ¿por qué agravar aún más el panorama con una voz más en el ya discordante coro?... Existe el peligro muy real de que la formación de un grupo semejante

introduzca de nuevo el factor religioso en la escena sindical, de la que, por fortuna está ausente... Es cierto que existen divergencias entre la concepción cristiana de la vida y las de otras ideologías, pero entendemos que esas discrepancias deben manifestarse en el debate intelectual y de los grupos políticos e ideológicos, nunca en el campo sindical, donde todos los obreros somos iguales en la lucha defensiva contra el capitalismo voraz.»

— El ministro de Relaciones Sindicales, señor de la Mata Gorostiza, mantuvo ayer una entrevista en Madrid con el vicepresidente de la Confederación Sindical ELA-STV (Solidaridad de Trabajadores Vascos) José Miguel Leunda; el secretario ge-

neral, Alfonso Echevarría, y Juan Olascoaga, del Comité Nacional.

Por su parte, la delegación de ELA-STV, según un comunicado facilitado posteriormente, ha insistido en la necesidad de un régimen democrático que garantice las libertades políticas y sindicales, la exigencia de una amnistía total (política y laboral), así como el reconocimiento del régimen autonómico de Euskadi.

— Argentina. «El retorno a la normalidad constitucional en la Argentina no está cercano», afirmó el presidente Jorge Videla en un mensaje difundido al país.

Videla, previamente, había arrendado a las tropas del ejército que combaten contra la guerrilla rural en la zona selvático-montañosa de la

provincia de Tucumán, a unos 1.350 kilómetros al noroeste de la capital federal.

Antes de su regreso a Buenos Aires, pronunció su anunciado mensaje mediante la cadena oficial de radio y televisión.

Señaló que el objetivo primordial que se han impuesto las fuerzas armadas en la hora actual por encima de cualquier otro, es la batalla contra el terrorismo prácticamente ganada ya por el ejército.

— «Un Debate imaginario entre Carlos Marx y Miguel Bakunin», editado por Ediciones «Umbral» en 1963 y no agotado aún, es reeditado en España por las Ediciones Tusquets, según una crónica aparecida en «La Vanguardia» de Barcelona.

LA NACION BAJO EL BRAZO

El ironista Ramper fue, toda su vida, la verdadera pesadilla de los gobernantes, el que más multas pagó y el que más veces estuvo encarcelado. Si fuéramos a reseñar sus agudezas y el arte de su ironía para ridiculizar a gobernantes y políticos, podríamos llenar varias páginas.

Lo encarcelaron todos los gobiernos de Alfonso XIII y los de la República. También estuvo a pique de ser encarcelado durante la guerra civil. No lo fue porque ironizaba con la C.N.T. Los anarcosindicalistas, amantes de la libertad de expresión le dejaron ironizar y rieron con él. Pero anda, que si llega a meterse con ciertas gentes de palo y tentetioso de entonces, poco hubiera durado la libertad de aquél célebre, culto e inteligente payaso que fue nuestro Ramper. Como es lógico, también el franquismo lo encerró. No podía esperar menos de gentes tan cerradas, incomprensivas y puntillosas. Recordemos, entre tantas, aquella ocurrencia suya en no recordar ahora que teatro.

Paseábase sobre la escena con un periódico bajo un brazo observando un mutismo imperturbable. Su prolongado silencio soliviantó al público que armó una remolina de mil demonios con sus chillidos, berrinches, pataleos y silbidos hasta que, con mucha seriedad, parándose junto al proscenio, esbozando el gesto que pide silencio calmó aquella tempestad humana y se exclamó: «Gritos arri-

ba, gritos abajo, chillidos a derecha, chillidos a izquierda, pero (enseñando el diario) yo tengo **La Nación** bajo el brazo.»

Poco tiempo después, Primo de Rivera, que había dicho algún tiempo antes las mismas palabras, ya no tenía **La Nación** bajo el brazo. La tenía delante, porque las protestas del país le habían dejado a él detrás.

Actualmente el optimismo de nuestro flamante joven primer ministro, acrecentado por su visible desconocimiento de las realidades hispánicas en su historia y su lingüística, le incitan a declaraciones que más valdría guardara para sí. También él se cree con **La Nación** bajo el brazo. Más aún; entre sus manos. Pero, ¡quién sabe!, igual **La Nación** le deja también detrás de ella y en condiciones de no poderla alcanzar más.

por **FERNAN MURATORE**

Porque por todos los ámbitos de España se observa el descontento contra la situación actual, que en gran parte se mantiene — hay que decir las cosas como son —, gracias al paradójico consenso de la llamada oposición oficial, cuyo principal objetivo es situarse en el Poder. Gobernar como y con quien sea, aceptando marrullerías y sorprendentes colaboraciones, malas asociaciones y peores empaltes y emplastos.

Dentro del complejo de todas esas protestas más o menos toleradas por los gobernantes, descolla el desbordamiento provocado a menudo por amplias capas populares que otean más alto que las consignas emitidas por los aspirantes a gobernar. De todos los sucesos se hace eco la prensa peninsular. Menos locuaz se muestra refiriéndose a nuestros archipiélagos. Sin embargo, las relaciones recibidas por amigos turistas recién regresados de Baleares, prueban que también en ellas levantan la voz los descontentos y que brotan ya las acusaciones contra hechos acaecidos durante los últimos cuarenta años nefastos, cuya ausencia de escrúpulos y de moral han ido sembrando odio, terror y muerte. Esos turistas nos han entregado un librito que oportunamente comentaremos. Su autor da cuenta de cómo se procedía en la isla mayor para eliminar adversarios personales o políticos, amparados sus autores en la sacrosanta ley de la impunidad fascista.

Las protestas, mitines, conferencias y otras formas de acción que se producen en la Balear mayor tienen generalmente un marcado cariz partidista, reflejando el complejo peninsular, donde los partidos, más que para una neta oposición al régimen ilegal, trabajan para abrir caminos de gobierno. Con su colaboracionismo refuerzan tácitamente la monarquía absoluta que, para darse un semblante liberal — admite las protestas y peticiones de toda clase de derechos, guardándose pero de desmontar el aparato represivo heredado del franquismo y que se manifiesta siempre de forma trágica.

La oposición tolerada no pide el desmantelamiento de ese aparato, como si pensara que «mañana», cuando logre gobernar, podrá servir de él contra los que no confiesen con sus ruedas de molino y, so pretexto de perseguir imaginarios malhechores de derecho común, poder aporrear a los revolucionarios. ¡Cuidado! Los guardias de Asalto

creados por Indalecio Prieto para sacudirles la badana a los vagos y maleantes que en su espíritu eran los señoritos, lo que más hicieron fue sacudirles las espaldas a los obreros.

En la segunda isla también aumenta la intensidad de las protestas. En Ciudadela, que es la más bella de las ciudades y pueblos menorquinas, en cuyo puerto acogedor ¡ya en febrero! toman solaz y sol las personas sin ocupación forzosa, se han desarrollado conferencias y mitines en los que se esbozan las solicitudes de responsabilidades ante el despilfarro del paisaje natural, puesto a saco por promotores de todas las nacionalidades, diezmando la flora y la fauna para levantar enormes hoteles, multitud de villas y de chalets, sin que ciertas autoridades, al parecer comprometidas con esos despil-

farros, se hayan interesado lo más mínimo para salvaguardar la naturaleza, atentos solamente a sus propias ambiciones.

Al socaire de su autoridad, el alcalde de Mahón asume la responsabilidad de numerosas funciones mejor pagadas que legales, protegiendo promotores inmobiliarios inescrupulosos. Su actitud ha soliviantado la oposición política y social, que ha manifestado su indignación con pancartas, manifiestos gráficos y ocupación de calles y plazas pidiendo su dimisión porque «no queremos alcaldes designados por el dedo; queremos alcaldes nombrados por el pueblo». A estas manifestaciones populares han respondido las fuerzas de represión cargando violentamente contra los protestatarios.

En Alayor, cuna menorquina de la Escuela Moderna Racionalista y atalaya de opciones anarquistas de altura, el ayuntamiento, por gran mayoría y en ocasión de las fiestas patronímicas de la ciudad, acordó sustituir las banderas de falange y de los requetés, por las de Menorca y de los Países Catalans.

Este gesto de levantar la «senyera» por primera vez en los últimos 37 años de historia de la isla, provocó la denuncia de los búnker. Pero el alcalde no se inmutó ante la guardia civil, enviada para pedir cuentas. Al contrario: hizo cuadrarla, asumió la responsabilidad del acto, reivindicó el derecho de primer ciudadano de la localidad y representante en la misma del jefe del Estado. Ante tal firmeza y serenidad, la G.C. dio media vuelta y regresó a su cuartelillo.

Otras decisiones del citado ayuntamiento tuvieron menos éxito. Por ejemplo, la de invitar, entre otras personas, a un representante local de la C.N.T.-F.A.I. Como es lógico, la persona en cuestión no respondió a la llamada e hizo muy bien. Mejor hizo aún protestando cerca del alcalde por haberle mencionado, «porque ni la C.N.T. ni la F.A.I. tienen nada que ver en esos manejos», en los que — añadimos nosotros — pretextando asumir una actitud de protesta, se nos quiere involucrar, a sabiendas que, aún aceptando todo avance político y social que conduzca hacia normas menos autoritarias que las actuales, no queremos afianzar, con nuestra presencia, unas acciones cuya finalidad es de orden partidista antes y más que jurídica.

Desde luego, no nos sorprende que al anarcosindicalismo español se le

corteje y se le invite a veces incluso a donde se sabe que no ha de ir. Porque se siente muy por encima de las ambiciones de mando, de las que es muy difícil salir bien parado, cuando se sabe históricamente que la noción de justicia social no es, en general, la constante de los partidos políticos pugnando por el Poder.

LIBROS

«Trois Gouttes de Silence», José Molina	20 00
«Sexualidad Humana», José A. Bonilla	15 00
«Explotación y Dominación», Alfredo Errandonea	7 00
«Formas y tendencias del Anarquismo», René Furth	8 00
«La «Elite» del poder en España», A. Guillén	15 00
«Revolución no es Dictadura», Luigi Fabbri	7 00
«Matemática Recreativa para Niños», Delia Vilaboa	10 00
«Historia del Pueblo Uruguayo», Carlos M. Rama	15 00
«Los Sistemas sociales a través de la Arquitectura», Claudio Caveri	20 00
«La Araña Negra», (2 vol.) Blasco Ibáñez	100 00
«La C.N.T. en la Revolución Española» (3 vols.), J. Peirats	118 00
«La Révolution et la Guerre d'Espagne», Brué et Thermine	55 00
Id. traducción en castellano (2 vols.)	29 00
«Escritos 1917-1939», Juan Peiró	70 00
«Memorias de Guerra y Cárcel», Cipriano Mera	42 00
«Consejos de Guerra en España», Pierre Celhay	45 00
«El Último Pretendiente», Javier Lavardin	45 00
«El Ejército de Franco y de Juan Carlos», Jesús Infante	36 00
franquista», M. Goicoechea	21 00
«Vitorio (De la Lucha a la Matanza)», Gasteiz	24 00
«Cinquanta anys de periodisme català», Domènec de Bellmunt	30 00
«Concepto humanista de la Historia», Varios	16 00
«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsden	30 00
«Viaje Imaginario a la España «España Desnuda», F. Olaya	20 00
«Genocidio español en la España de los Austrias», F. Olaya	30 00
«La Legión Condor», Ramón Garriga	35 00
«Erasmo en España», Marcel Bataillon	100 00
«Historia del Movimiento Macknovista», Archinof	20 00
«Socialismo Libre frente a mitología revolucionaria», F. Valera	20 00
«¿Qué es la Propiedad?», Proudhon	20 00
«Malatesta, vida e ideas», Vernon Richards	25 00
«Consultorio Sexual», Dr. Martí Ibáñez	15 00
«Crónicas CNT», F. Montseny	12 00
«Costa Amunt», Joan Ferrer	20 00
«Problemas y Cinterazos», Joan Peiró	3 00
«Poemes de Llum i Tenebra», Roc Llop	10 00
«Canaris. (La Guerra española y la 2ª Guerra Mundial)», André Brisand	50 00
«Bakunin. La Internacional en España», Max Nettlau	32 00
«Eleuterio Quintanilla», R. Alvarez	26 00
«Convenios colectivos y lucha de clases en España», Jon Amsdem	30 00
«El Movimiento Obrero Español. (Historia y crítica)», Manuel Buenacasa	15 00
«La Soutane et le Veston» . . .	12 00

Giros y pedidos a Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.
C.C.P. n° 9 232 33 V Paris.

DISQUILLOS

Victor Alba, que no es el «Amendiz», se ha dirigido al «Nouvel-Obs», interrogándole sobre un hecho que el menos perspicaz de los observadores ha notado en toda o la mayor parte de la prensa y de las revistas europeas. No es que Victor Alba no se haya dado cuenta del asunto, sino que al mismo tiempo que formula el interrogante sitúa el problema no dejando evasivas posibles a los encargados de responder.

Y es ahí donde puede encontrarse el vacío — por no decir el colmo por demasiado lleno — de lo que nos ocupa.

Estas gentes razonan para todos los países de forma tan superficial, que basta con trasponer lo que observan en su país y aplicarlo al que sea. O es que están muy atentos a lo que puede ser mañana la realidad en su casa, y no hay que ponerse en evidencia.

Santiago Carrillo es el secretario de uno de los varios partidos comunistas que existen en España. Pero ni el Partido Comunista de Carrillo, ni los otros varios Partidos Comunistas son las únicas fuerzas de oposición importantes al régimen instaurado después de la muerte de Franco, como para que toda esta prensa se complazca engañar a sus lectores sobre la realidad española, que nada tiene que ver con la pose más o menos fotogénica de Santiago o de Felipe.

Al «Aprendiz» es posible no le hubieran publicado la carta, como no han publicado numerosos escritos que se han mandado a esta misma prensa dando a conocer tropelías que se cometían con personas u organizaciones que no procedían del P.C.

Pero lo más chocante del caso es que la pregunta iba dirigida al «Nouvel-Obs» y éste responde por boca de Santiago a quien han dado a conocer la carta antes de publicarla. Una de dos: o Carrillo es el redactor-jefe del «Nouvel-Obs», o la amistad de que se habla tiene más alcance del que a simple vista parece.

A no ser que encontremos la explicación en los misterios insondables del Eurocomunismo.

APRENDIZ

Desde la «Patria Socialista»... a Holanda

(Habla un refugiado político ruso)

Entreviú realizada y traducida de F. Maldonado

Hace poco más de dos meses llego a este país un joven disidente escritor ruso, al que las autoridades holandesas concedieron el refugio político, y con el que he tenido ocasión de entrar en contacto, a través de un grupo de amigos holandeses.

Este joven valor de la literatura rusa — del que muy pronto oiremos hablar — accedió a que le efectuásemos una interviú y, tan extensa resultó que habrá de ser publicada en varias etapas. Su nombre... según nos dice — es Ivan Prokowiev.

En esta primera interviú tocamos un tema candente y escabroso al tiempo. Helo aquí:

Se afirma que en la URSS no existe la prostitución, la cual fue eliminada gracias a la «gran obra revolucionaria del Estado Socialista». ¿Qué es lo que Ivan Prokowiev nos puede decir al respecto?

¡Es cierto! En la Unión Soviética no existe la prostitución... oficialmente, ya que no hay burdeles o prostibulos abiertos; tampoco vitri-

nas. No, eso no existe en Rusia. ¡Tampoco la explotación del sexo organizada! Claro que hay excepciones; y no la que confirma la regla, sino miles o millones de excepciones. En mi país las «Ledas» — este es el nombre que popularmente reciben las mujeres que comercializan su cuerpo — y en Moscú, por ejemplo, es una élite de «alto rango» dentro del sistema que es utilizada por la KGB para vigilar, espiar, controlar u obtener informes de los extranjeros que visitan Rusia. Muchos de estos visitantes y en los momentos de «mayor intimidad» son, indiscretamente, fotografiados o filmados para, más tarde, ser chantajeados en sus países de origen y comprometidos en cuestiones de espionaje. Esto que puede parecer tema novelesco, te aseguro es cierto y demostrable. Precisamente es el tema del libro que estoy terminando y en el que apporto suficiente cantidad de nombres, fechas y citas. Mas continuando con el tema: Estas mujeres actúan en los hoteles destinados a los turistas — como sabrás es zona vedada para el ciudadano ruso normal — y principalmente en uno de los más importantes, el Hotel Ukraina, en Moscú. De antemano, y por los agentes de la KGB que son quienes eligen a las víctimas, les son señalados los «clientes» a los que estas mujeres con una obediencia cerril, por el bien de la «Patria Socialista», cumple maravillosamente su tarea de «divertir» y «distraer» al visitante, por cuyo «trabajo» perciben mensualmente una cantidad variable, en cualquier caso, conforme a la «categoría» de la «Leda». Pero, ¡No, en mi país no existe la prostitución!

¿Ha sido eliminada la prostitución callejera también?

Procuraré ser lo más breve al tiempo que convincente. En mi país, hay mucha necesidad y pobreza, por lo que la prostitución encuentra entre las capas más pobres un magnífico terreno abonado. En cualquiera de las tres principales estaciones de ferrocarriles — Kazanski, Lenigradski y Yaroslavski Vokzal — o por los pasillos subterráneos de la plaza Komsomolskaya, que es punto donde convergen las tres estaciones, encuentras a estas pobres desgraciadas por cualquier parte. Estas, que no están contratadas por la policía política de la KGB a veces se entregan por un plato de comida, por un rublo o por una botella de vodka. Incluso entre la juventud — chicas de 14 o 15 años — la prostitución está causando verdaderos estragos. Si la policía las detiene, son enviadas a los campos de trabajo forzado, pomposamente llamados «colonias de trabajadoras» a la espera de su «rehabilitación», que consiste en trabajar como animales, sin percibir beneficio alguno, por un periodo de dos y hasta tres años, tras el cual las autoridades soviéticas estiman que las «trabajadoras» están «rehabilitadas» y aptas para su reincorporación a la «sociedad socialista rusa» y, por consiguiente dejadas en «libertad». Tiempo después vuelven a ser nuevamente detenidas e internadas en otra «colonia de trabajadoras» o bien desterrada, y vuelve a repetirse el ciclo. Efectivamente en Rusia no existe la prostitución. ¡Hay mujeres-agentes al servicio de la KGB! y «trabajadoras rehabilita-

das»! ¡Este, amigo mío, ha sido uno de los «milagros» del socialismo estatal en mi país!

F. Maldonado

TOMBOLA CONFEDERAL

Publicamos por última vez los números premiados de la Tómbola. La fecha tope para reclamar los premios queda fijada al día 30 de noviembre de 1976.

A fin y efecto de poder apurar las cuentas rogamos a compañeros y amigos que no hayan efectuado la liquidación que lo hagan a la mayor brevedad posible.

Números premiados. Sorteados el día 20 de junio 1976.

Premio	1°	06.723
»	2°	08.420
»	3°	13.145
»	4°	00.506
»	5°	14.981
»	6°	01.071
»	7°	11.768
»	8°	05.597
»	9°	10.990
»	10°	01.449
»	11°	11.354
»	12°	04.259
»	13°	11.710
»	14°	02.358
»	15°	09.986
»	16°	13.112
»	17°	06.064
»	18°	08.476
»	19°	08.727
»	20°	13.361
»	21°	08.172
»	22°	10.906
»	23°	11.000
»	24°	07.179
»	25°	09.953
»	26°	11.646
»	27°	07.887
»	28°	11.580
»	29°	13.461
»	30°	08.836
»	31°	06.038
»	32°	07.272
»	33°	15.198
»	34°	09.173
»	35°	00.046
»	36°	11.416
»	37°	00.377
»	38°	14.687
»	39°	04.232
»	40°	07.885
»	41°	09.151
»	42°	05.770
»	43°	04.070
»	44°	08.385
»	45°	06.401
»	46°	04.801
»	47°	03.898
»	48°	09.982
»	49°	09.968
»	50°	02.140
»	51°	10.547
»	52°	06.312
»	53°	06.416
»	54°	09.163
»	55°	01.081
»	56°	08.005
»	57°	09.601
»	58°	03.192
»	59°	07.581
»	60°	00.752
»	61°	12.312
»	62°	12.157.

Las personas que posean los números indicados, pueden dirigirse al compañero Roque Llop, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

Con claridad

(Viene de la página 3)

aquella ocasión enfurecieron al joven redactor de «La Tierra». ¿Qué solución pues, repetimos, a la continuidad de los problemas? Hoy, las reformas, como ayer, están reflejadas en aquel comentario de Bey y Jacques Maurice en su libro sobre Casas Viejas, del que el citado artículo reproduce: «Un reformismo liberal que como en 1873 niega a las masas trabajadoras el derecho de llevar a cabo ellos mismos los cambios estructurales cuya necesidad aparece como apremiante.»

Como lo negaron en 1936, como lo negarán hoy y mañana todas las políticas. Como lo negaron esos mismos comunistas que se pretenden hoy directores del alma campesina y que aliados a los propietarios del campo englobados en sus organizaciones en 1936 no cejaron hasta la destrucción de las realizaciones revolucionarias. Muchos son los enemigos de las soluciones. Y su fuerza es superior a las efímeras promesas de los reformadores.

Porque debe haber mutación completa y mutación revolucionaria para que en nuestro país (al igual en todos los países del mundo) pudieran comenzar a abrirse los caminos de la justicia social y de la vida, libre de la pesadilla de amenazantes futuros.

Pero no se puede ir hacia ello, sin desbrozar malezas, sin eliminar obstáculos.

Y uno de los obstáculos más difíciles de vencer es el de la hipocresía de todas las demagogías políticas, que pretenden hacer con autoritarismo, dentro del Estado y de las estructuras, reformas capaces de liberarnos.

Con cadenas no hay libertad, aunque las cadenas fueran de oro. Aunque sean rojas y se pretendan forjadas por el mismo pueblo, para el usufructo de un Partido.

Hora es de que todos vayan dándose cuenta de ello. Hora de decir la verdad. Que nosotros decimos.

Como siempre, con claridad.

José Muñoz Congost

COMUNICADOS

DONATIVOS PRO COMBATE SINDICALISTA

Rivera, Castelsarrasin, 100; Jurado Antonio, Labruguière, 50; A. Roig, Ste-Livrade, 500; Alfonso López, Foix, 60; Jiménez Aguilera, Rondon, 10; Manuel Gracia, Castelnaudary, 10; González Manuel, Marmande, 10; Cerezo Faustino, Mazamet, 10; Jornet, Perpignan, 20; Un compañero de Toulouse, 2; Serrarols, Villeneuve la Garenne, 10; Pierrafita, St-Montand, 50; S.I.A. (C. N.) Toulouse, 250; Cajita, id, 4; Vendido P. Deportes, id, 12; Villaverde, Pamiers, 10; Rodríguez, Thiais, 10; B. Peralta, id, 20; T. M., id, 10; J. Bassons, St-Pons, 20; Federico Marin, St-Pryvé, 15; R. Pueyo, La Ferté Macé, 110; Jean Brugués, Mane, 30 francos.

Total: 1.323,00 F.

PRO COMPANEROS ANCIANOS

Leonor Alvarez, Peyrolles, 7; Antonio Delgado, Forbach, 15; Ramiro José, St-Florentin, 10; R. Torrents, Clairá, 5; Pascual Usón, St-Sebastien, 20; Sánchez, St-Etienne, 20; Pere Bertrán, Anglet, 40; Carreras, Bagnères de Bigorre, 20; Allende, Antibes, 100; Jacques et Berthe, París, 20 francos.

Total: 257,00 F.

F. L. DE THIAIS

Celebrará asamblea el domingo día 10 de octubre en el lugar y hora habituales.

F. L. DE HOUILLES-ARGENTEUIL

Convoca asamblea para el día 10 de octubre, en el lugar y a la hora acostumbrada.

F. L. DE PARIS

Celebrará asamblea el domingo día 10 de octubre, a las nueve y media de la mañana en el Centro Confederal.

F. L. DE BURDEOS

Para el 17 de octubre a las nueve y media de la mañana, convoca a los compañeros a la asamblea que tendrá lugar en el 42, rue Lalande. Dado el temario a discutir se requiere la presencia de todos.

Necrológica

ISIDORO RODA

Siempre es, con tristeza y pena, cuando se anuncia la pérdida de uno más, y para mí es mayor pues esta vez se trata de mi propio padre.

Murió el día 4 de septiembre 1976 a la edad de 83 años.

Viejo militante de la C.N.T. de San Pedro Pescador, de La Escala y últimamente en Canet de Mar.

Hasta el último momento se pasaba horas agradables leyendo COMBATE SINDICALISTA. A todos os doy las gracias por haberle procurado durante todo el tiempo tanta satisfacción.

Os saluda su hija, Catalina Roda. Reciban toda la familia el testimonio de afecto en este triste momento.

— La Redacción.

CON CLARIDAD

Terminaba «Triunfo» en un trabajo «muy a lo suyo», titulado «Renacer sindicalista en el campo andaluz» (Agosto 1976) con una frase que atribuía a cierto dirigente de las CC. OO. del campo jerezano: «Nos sentimos herederos del anarquismo andaluz. Hemos cogido la bandera que por culpa de la dictadura fascista dejó la C.N.T.».

No nos preguntaremos qué bandera dejamos caer los compañeros de la Confederación para que la recogieran los pescadores a río revuelto de la cofradía comunista por que no ignoramos a que salsa andan cocidos semejantes elementos, y que se nos perdone la manera de poner en escrito aquello que nos inspira semejante afirmación. El Partido Comunista, campeón hoy de la moderación, destructor ayer de las colectividades agrícolas que los obreros del campo pusieron en marcha en 1936, ese partido que propugnó y realizó por la fuerza de las armas de la Brigada de Lister, la devolución de las tierras a sus antiguos propietarios, se nos quiere presentar hoy, al amparo engañoso de esas Comisiones que para todo sirven, como estandarte de lucha del campesinado y para ello, ¿cómo no? reivindicando la herencia de una bandera que nunca llegaron a alcanzar, la de la CNT. A la mentira, al engaño con tendencias hegemónicas, unen el descoco desvergonzado de quien juega con todas las cartas y todos los argumentos a ciencia y conciencia de que si su mala fe no engaña a todos siempre puede pescar algún que otro incauto.

Que los dirigentes comunistas que pretenden copar al campesinado andaluz, de la misma manera que lo intentaron en el sur portugués, se pretendan herederos del anarquismo es algo que raya en la insanidad cenagosa de que sólo pueden ser capaces quienes nunca tuvieron ni tienen ninguna dignidad, al no mostrar claramente sus intenciones. Hemos de ser duros en nuestras manifestaciones; a las maniobras poco limpias sólo se puede responder descorriendo todos los velos que pueden apenas cubrir la línea tulería con la que el P.C. pretende encumbrarse en las alturas de una futura y problemática hegemonía.

Como denuncia «Cambio 16» en un editorial (número 246 - agosto) diciendo a Dolores Ibarruri que se pasó de la raya revelando sus intenciones de presentarse no sólo como los mejores, sino como los más, en todos los horizontes españoles y recordándole al mismo tiempo las actitudes criminales para con otras organizaciones revolucionarias que adoptara en un ayer aún no olvidado.

Como igualmente y en otro número de la misma publicación escribe Semprún Maura que no cree en nueva línea de conducta de las altas instancias comunistas sino en una adaptación más circunstancialista que la de Cunhal pero con los mismos objetivos e intenciones...

Como denunciábamos nosotros desde ahora y desde estas columnas la actitud confusionista que representa el presentarse en talleres, fábricas y campañas diciendo: «disuelta la organización vertical ha sido reemplazada por las CC. OO.; así es que desde ahora estáis englobados en ellas»... Y chanchullo en marcha.

Y tanto peor para los aliados de la Coordinadora Sindical que dejándose llevar por la publicitaria campaña de la acción conjunta, se encuentran al borde del barranco en el que caerán sin remedio. Buscan las CC. OO. la herencia; la de todo y la de todos. Con osadía e impudicia

política. Llegan así hasta declararse herederos del anarquismo.

¿Pero qué conocerán esos echacantos, zarramplines de un partido en el campo sindical, sino seguir las consignas del mismo? ¿No lo han demostrado ya, rubricando unánimemente en su pretendido congreso las decisiones del plenum Comunista celebrado en Italia?

¿Qué son en el mundo entero sus sindicatos sino las correas de transmisión de los comités centrales de sus Partidos?

Difícil será que convenzan a nadie. A pesar de la operación publicitaria que ciertas iniciativas representan, con mucho ruido y pocas nueces.

El confusionismo es la táctica preferida de quienes se acogen a un clavo ardiendo si con ello pueden conseguir algún logro.

Denunciaba hace más de un año el secretariado de la Asociación Internacional de Trabajadores, cierta maniobra, la de la creación de otra A.I.T. en Milán, con la presencia de

algunas docenas de comunistas llegados de aquí y acullá a Milán, para dar así el timo y salir con el nombre de nuestra internacional lanzando sandeces políticas que nada tienen que ver con nuestra línea de acción. Pero se les ve el plumero; la realidad salta a la vista con el simple examen de sus propias declaraciones. Nunca verdad más demostrada que aquella del adagio español: «por la boca muere el pez».

A su regreso de Rusia, y de otros países de la Europa del Este, Camacho declaró que nunca había ocultado su pertenencia al P.C., pero no dijo — porque tal no convenía — que siempre afirmaron que las CC. OO. eran independientes del mismo, llegando hasta osar afirmar que todas las tendencias obreristas operaban en ellas. Y todos sabemos a que atehernos.

A otro perro pues, con ese hueso, que nadie — si no tiene dientes afilados en el Partido —, podrá roerlo.

Y como con las palabras se va muchas veces el aliento de la ignorancia, el mismo Marcelino, refiriéndose a Yugoslavia soltaba la siguiente «enormidad» en una entrevista con un periodista de «Cambio 16»: «Existe allí una gran participación de los obreros en la autogestión».

¿Participación en la autogestión? ¿Con qué pan, se come «eso» camarada Camacho?

Si los obreros tienen una participación relativa por grande que sea, no hay ninguna clase de autogestión. Y no vamos a definir lo que la concepción revolucionaria de la autogestión representa porque sería inútil, escapando a la comprensión más reducida de los marionetas del marxismo totalitario. No vamos a insistir en las diferencias fundamentales entre la cogestión, es decir la participación en la gestión capitalista o del Estado en ciertas ramas de la economía, cargando con responsabilidades con las que no tenemos nada que ver y la autogestión que representa la supresión pura y simple de las estructuras actuales de la economía, verticales y autoritarias para ser reemplazadas por modos libertarios de ver la vida y la sociedad.

¿Qué vamos a pedirles como comprensión a quienes no encontraron más horizontes que los de las nacionalizaciones cuyos frutos estamos

viendo en las economías tambaleantes de los países del Este, sostenidas con empréstitos del capitalismo occidental? ¿Pediremos acaso peras al olmo?

¿Qué pueden concebir de autogestionario, quienes resumen sus aspiraciones en la abdicación de la voluntad popular en manos de élites dirigentes de las minorías del Partido?

Y que no nos vengan ahora con su última «macana» de la supresión de la dictadura del proletariado, ni con esa otra de Carrillo cuando afirmaba que el socialismo soviético era un socialismo primitivo.

Ahí están sino las declaraciones a la prensa española de la Pasionaria después del Pleno de Italia y que hábilmente y casi a destiempo cortara Carrillo con aquello de «será democrático o no será».

*

Y hablando de democracia vayamos a otra cosa.

por J. Muñoz Congost

Suárez, el flamante primer ministro de D. Juan, el democratizador del país, que pide a sus interlocutores privilegiados que le hablen de «tú» con la campechanía de aquel «Tú» falangista de otros tiempos, declaraba recientemente a «Paris-Match»:

«Quince días antes de su enfermedad, el Generalísimo me recibió. Le había visto con bastante frecuencia durante muchos años. Debo decir que guardo un gran respeto por su sentido político. Aquel día me dijo: Ahora debe Vd prepararse a la batalla para la democracia.» La democracia de Suárez y del monarca, son pues herencia de Franco, al buen decir de quien puede decirlo.

Pueden ahora continuar políticos de todo jaez y tinte, sindicaleros de todo color y ganado de todas las ganaderías a entrevistarse y discutir y cubrir con un «supuesto diálogo» la actitud habilidosa de quienes hace 37 años destruyeron aquella democracia modosa de entonces, impusieron al país un cruel frenazo y una represiva marcha atrás, pusieron cerrojos a la opinión y dieron muerte a la libertad, estancaron la evolución normal de las cosas e impusieron silencio de cementerios, siembra de dolores, cultivo de celdas carcelarias que alzaron en todo el país clamores permanentes y sordos de revuelta mal contenida. Y son esos mismos los que pretenden hoy con las manos blanqueadas con cal, pero no limpias, hacernos el regalo, de aquello mismo que arrebataron al pueblo con la ayuda de hitlerianos y Mussolinistas.

Somos crueles en la expresión y quizá más que duros en el enjuiciamiento de las situaciones. Y no porque queramos despertar viejos problemas sino para evitar su reproducción periódica.

Pero es que no creemos en las posibilidades de ninguna fórmula de las que aparecen hoy en la escena española. Entre bambalinas, andan aún los verdugos.

Y en las calles españolas aún se oye de vez en cuando el crepitar de las armas represivas y los gritos de nombres heridos de muerte. Un semanario español titulaba uno de sus artículos en estos días «Los muertos de la reforma». Y no son ni uno, ni

dos, ni diez. El aparato represivo tira aún a dar.

Y con todo y con ello, muchos, con la ilusión de un mañana mejor, abren demasiado las puertas a la esperanza.

¿Esperanzas de qué?

¿Cómo resolverán los gobiernos de hoy o de mañana, con Cortes elegidas o sin ellas, con Consejo del Reino o Senado mixto, los problemas socio-económicos del país?

Hoy salvaron una nueva etapa y pusieron en su marcha un jalón difícil. Quemaron el último cartucho. La flor y nata de la Banca y de los trusts multinacionales, un pool de 63 bancos, acudieron a evitar el desbanque; bancos americanos y japoneses, europeos, españoles y árabes... desde la Chase Manhattan Bank y la Lloyds Bank Internacional, al Banco Internacional de Andorra, de la Wells Fargo, al Banco del Brasil: 68 mil millones de pesetas para la banda de Suárez.

La deuda española ascenderá así a cerca de 750 mil millones de pesetas... duro aprieto para los sucesores de la apertura o de la ruptura. Porque la finanza internacional servirá para todo salvo para realizar actos de filantropía. Lo que dan hoy lo habremos de pagar con creces mañana. Los 63 Bancos son bandada de buitres prestos a repartirse las piltrafas de una economía en ruinas. Empréstito de miles de millones y casi un millón de parados de los que sólo una ínfima parte tienen de qué comer.

¿Qué soluciones van a ofrecer en el seno de los contextos capitalistas teñidos de social-democracia, los que esperan el poder? ¿Se convertirán, si suceden a los equipos de hoy en gerentes de la bancarrota o correrán con la responsabilidad de atacar los problemas de estructura, culpables de la quiebra, y de manera frontal? Si somos sinceros con nosotros mismos, diremos que no lo creemos. No han sido capaces de hacerlo en ninguna parte del mundo, no van a ser más papistas en España.

Además, que no se han gastado ni se gastan los millones de la socialdemocracia alemana, gestora y gerenciarde de los intereses capitalistas en Europa, ni los trusts americanos, para permitir un sólo paso a cualquier veleidad revolucionaria.

Se diga lo que se quiera las estructuras económicas españolas de hoy son las mismas que las de hace cuarenta años. Nada de básico ni fundamental cambió. Salvo la añadidura de algunas fortunas hechas por el régimen, los capitales siguen en las mismas manos, las grandes propiedades son inmutables. Aumentó la industrialización con las inversiones extranjeras y aumentó nuestra dependencia con el capital de allende las fronteras. Como ayer seguimos siendo colonizados.

Y si con espasmos de asma económica creímos pasar del subdesarrollo a la expansión, según lenguaje y expresión capitalistas, ese cambio dejó marginados muchos aspectos de la vida económica española.

Decía recientemente «Triunfo» en un trabajo sobre el pueblo de Casas Viejas (nº 697 - Junio):

«La propiedad de la tierra y la distribución de las riquezas no serán hoy muy distintas ni habrán mejorado mucho en relación con el panorama registrado a principios de la frustrada república (1933); del mismo modo que el viajero actual puede encontrar las mismas cercas de alambre de espino preservando el rumiado de los solemnes toros de lidia que en